



Doc. 14819

24 janvier 2019

Les atteintes dont la société civile, les médias indépendants et l'opposition font l'objet en République de Moldova doivent cesser

Déclaration écrite n° 669

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

Selon le dernier *Rapport sur la mise en œuvre de l'accord d'association de l'Union européenne avec la Moldavie (A8-0322/2018)* adopté par le Parlement européen, la République de Moldova reste prisonnière d'intérêts oligarchiques, le pouvoir économique et politique étant aux mains de Vlad Plahotniuc, dont l'influence s'exerce sur le Parlement, le gouvernement, l'administration publique, la police, le système judiciaire et les médias.

Nous sommes extrêmement préoccupés par le fait que l'abus de pouvoir exercé par le Parlement du pays, qui sert à persécuter les principaux partis d'opposition, les juges, les avocats et les ONG internationales qui luttent pour le respect de l'État de droit et des droits de l'homme, nuit gravement à la réputation des autorités moldaves.

La récente offensive lancée contre Open Dialogue Foundation et sa dirigeante, Lyudmyla Kozlovska, notamment sous la forme d'une vaste campagne de diffamation, d'une commission d'enquête parlementaire et peut-être par l'engagement de poursuites pénales, constitue un dangereux précédent qui ouvre la voie à une persécution similaire des autres organisations critiques à l'égard du pouvoir. L'Europe et la communauté internationale doivent y voir de toute urgence un avertissement.

Nous souscrivons totalement à l'appel lancé par le Parlement européen aux autorités moldaves pour qu'elles remédient à ces sujets de préoccupation. Il est indispensable que les persécutions cessent immédiatement ou que ceux qui en sont responsables aient à répondre de leurs actes et fassent l'objet de sanctions comparables à celles de l'affaire Magnitski pour avoir enfreint la législation nationale et les obligations internationales du pays, tout en profitant d'une corruption endémique.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

O'REILLY Joseph, Irlande, PPE/DC
ÅBERG Borianana, Suède, PPE/DC
BRYNJÓLFSDÓTTIR Rósa Björk, Islande, GUE
FOULKES George, Royaume-Uni, SOC
GATTOLIN André, France, NI
HAMOUSOVÁ Zdeňka, République tchèque, ADLE
HUNKO Andrej, Allemagne, GUE
KELLY Alan, Irlande, SOC
KOX Tiny, Pays-Bas, GUE
LOUCAIDES George, Chypre, GUE
NENUTIL Miroslav, République tchèque, SOC
OVERBEEK Henk, Pays-Bas, GUE
ÖZSOY Hışyar, Turquie, GUE
PRINGLE Thomas, Irlande, GUE
RAMPI Roberto, Italie, SOC
REISS Frédéric, France, PPE/DC
SANDBÆK Ulla, Danemark, GUE
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
SCHWABE Frank, Allemagne, SOC
SHARMA Virendra, Royaume-Uni, SOC
SHEPPARD Tommy, Royaume-Uni, NI
STRIK Tineke, Pays-Bas, SOC
STROE Ionuț-Marian, Roumanie, PPE/DC
VALENTA Jiří, République tchèque, GUE
VEN Mart, van de, Pays-Bas, ADLE
ZINGERIS Emanuelis, Lituanie, PPE/DC

Total = 26

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts
NI: non inscrit dans un groupe